

L'approche filière au Sénégal : le défi relevé ?

Roos Willems *

Après avoir tracé le contexte des éléments structurels dans le domaine de l'agriculture en Afrique en général, cette contribution va se focaliser sur le Sénégal et sur les acteurs stratégiques œuvrant pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales à travers un meilleur accès aux marchés pour les exploitations familiales.

Les exploitations familiales se mettent ensemble pour avoir plus de poids dans le fonctionnement des filières agricoles et assurer¹ ainsi un meilleur développement. Ces organisations de producteurs devaient alors, suivant les propositions de la NEI, être appuyées (*getting the institutions right*) et renforcées pour pouvoir jouer leurs rôles à fond et défendre les intérêts de leurs membres pour leur assurer des niveaux de vie plus dignes. C'est dans ce contexte que l'approche chaîne de valeurs a été introduite au Sénégal. Cette contribution évaluera à travers un cas d'étude si l'approche filière répond à fond au défi d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.

L'émergence de la « Nouvelle Économie Institutionnelle » (NEI)

Les politiques de développement des années 1960 et 1970 ont mis un accent particulier sur le secteur industriel et sur les stratégies d'urbanisation, tout en favorisant une forte intervention de l'État. Avec une telle intervention, les prix du marché ont été biaisés et n'ont plus reflété l'abondance ou la rareté des biens économiques suivant les principes de l'offre et de la demande. Avec l'inflation des prix du carburant des années 1970, la plupart des pays endettés ne sont plus arrivés à payer leurs dettes internationales, entraînant ainsi des crises. Dans le but de pallier cette situation, la Banque mondiale a développé ses Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) visant le redressement des prix (*getting the prices right*). Dans le secteur agricole, les nouveaux PAS envisageaient, dans les différents pays, l'augmentation de la production et des exportations. Dans ce cadre, la subvention des prix des intrants ou des produits ainsi que les quotas des importations et des exportations ont été supprimés. En même temps, le périmètre des activités des entreprises publiques a été redéfini. Désormais, elles ne devraient plus

* Chercheur associé, Katholieke Universiteit Leuven - KU, Leuven, Belgique.

1. À l'époque de la libéralisation, l'accent avait plutôt été mis sur le modèle GIE (Groupement d'intérêts économiques) ; ce n'est qu'après que l'exploitation familiale a été reconnue comme structure prépondérante dans le secteur agricole au Sénégal.

s'occuper des activités productrices, mais se limiter aux appuis techniques ou autres appuis non-matériels aux acteurs du marché dans le secteur privé.

Vingt cinq ans après la mise en œuvre des PAS, leurs impacts désastreux, en particulier sur les groupes défavorisés et les femmes, sont bien connus au niveau mondial. Parmi les éléments ayant aggravé l'inefficacité des PAS sur le continent africain figurent : la baisse de la fertilité des sols, des infrastructures inadéquates, une grande vulnérabilité aux désastres naturels, des hauts niveaux d'instabilité politique, la pandémie du VIH/sida et une vulnérabilité aux facteurs régissant le niveau global. En conséquence, la part de l'Afrique dans les exportations agricoles mondiales a chuté de 6 à 3 %. La plupart des exploitations agricoles familiales ont remplacé les cultures de rente par les cultures de subsistance. Au même moment, on a noté un exode rural caractérisé par la recherche de revenus alternatifs comme l'emploi salarié en dehors du secteur agricole, l'émigration vers les villes ou d'autres pays, etc. Le résultat a été une baisse significative des stocks de produits vivriers et la nécessité d'augmenter de façon importante le niveau des importations de produits alimentaires (Faye *et al.* 2007).

Un point sur lequel les partisans et les détracteurs des PAS s'entendent, c'est la nécessité de la libéralisation des marchés (des prix libres) et d'une intervention pour la protection de l'autosuffisance rurale pour promouvoir le développement économique. Mais les deux groupes ont des avis opposés en ce qui concerne le rôle de l'État. En effet, les uns sont partisans de la continuation d'une intervention minimale se limitant à faire respecter l'application des contrats et des droits de propriété, tandis que les autres préconisent un rôle plus actif de l'État dans le développement des structures institutionnelles et gouvernementales pour assurer le fonctionnement efficace des marchés (Barham 2007 : 22-23). Cette dernière approche, en vigueur depuis la fin des années 1990, est plus connue sous le terme de « Nouvelle Économie institutionnelle » (NEI).

En général, la NEI se consacre à l'analyse de la coordination entre les agents économiques et étudie les impacts des dispositifs de coordination que sont les contrats, les organisations et les institutions. Cette nouvelle approche postule que la libéralisation et la privatisation sont les bonnes stratégies à mettre en œuvre pour arriver au développement. Mais dans le passé certains éléments avaient été perdus de vue dans cette conception (Dorward *et al.* 1998). En effet, il a été noté une forte surestimation du potentiel du secteur privé en Afrique en tant qu'acteur économique étant donné que les entrepreneurs privés avaient été discriminés et harcelés par les structures étatiques pendant des décennies, et qu'en conséquence, il leur manquait les capacités de gestion, l'expertise dans les affaires et les capitaux nécessaires. En plus, d'autres spécificités relatives à la situation sur le continent empêchaient la relève de l'État dans le secteur de la gestion des projets à grande échelle par les acteurs du secteur privé. Il y avait d'abord le problème des frais et des

risques exorbitants des marchés ruraux. En outre, le volume des transactions commerciales était trop faible pour susciter l'intérêt du secteur privé. Enfin, le niveau de développement des infrastructures routières, des communications et des institutions était insuffisant. Pour remédier à toutes ces faiblesses et lacunes, la NEI préconise un ajustement des institutions (*getting the institutions right*) plutôt que l'ajustement des prix (*getting the prices right*) mis en avant par les PAS dans le passé.

Le rôle clé des exploitations familiales

Dans ce contexte et en tenant compte des principes de l'approche NEI pour le développement en général, il devient essentiel d'étudier de plus près les exploitations familiales, non seulement parce qu'elles sont les garantes des productions vivrières, mais aussi parce que c'est dans le monde rural qu'on trouve en Afrique la couche de la population la plus affectée par la pauvreté et par la faim. L'agriculture est la principale source de revenus de 65 % de la population africaine tandis que la production agricole ne représente, en moyenne, que 30 à 40 % du produit national brut et 60 % des valeurs des exportations. Les exploitations familiales assurent environ 95 % de la production agricole, ce qui indique leur rôle clé dans l'approvisionnement en vivres au niveau national (World Bank 2002). On leur reconnaît des avantages comparatifs vis-à-vis de l'agriculture industrielle à grande échelle : plus grande productivité par hectare, coûts de production réduits grâce à l'utilisation de la main-d'œuvre familiale et des connaissances locales ainsi que l'application des techniques agricoles indigènes.

Toute mise en œuvre concrète d'un développement durable implique la fixation de seuils, d'objectifs chiffrés sans lesquels il est difficile de mesurer les progrès effectués. Ainsi, les *Millennium Goals* ont permis de définir cet horizon. En 2000, les 189 pays membres des Nations unies se sont engagés à prendre les mesures nécessaires pour les atteindre en 2015. L'un des buts retenus est l'éradication de la grande pauvreté et de la faim à l'horizon 2015, moment auquel il faudra avoir réduit de moitié la population vivant avec moins d'un dollar américain par jour (UN 2010). De manière similaire, il faudra avoir réduit de moitié la proportion de personnes souffrant toujours de la faim.

Au vu de ce qui précède, un meilleur accès des exploitations familiales au marché est de plus en plus considéré, par les acteurs du développement, comme l'élément clé pour un développement durable en milieu rural. À cette fin, il faut promouvoir une culture d'entrepreneuriat dans laquelle « les agriculteurs produisent pour le marché, plutôt que d'essayer de vendre ce qu'ils produisent » (USAID 2002 ; KIT *et al.* 2006). Avec un meilleur accès au marché, les exploitations familiales, qui mobilisent la grande majorité de la population rurale, pourront augmenter leurs revenus et contribuer à la lutte

contre la sous-alimentation et à l'amélioration de la santé des populations. À terme, il est attendu la sécurité alimentaire au niveau national et la création de nouvelles opportunités d'emploi dans une économie rurale dynamique, contribuant au développement de l'économie nationale.

Le rôle changeant des organisations de producteurs

L'organisation et le regroupement d'agriculteurs sous différentes formes est un phénomène ancien en Afrique et des groupes d'entraide existent encore dans beaucoup de villages. La notion moderne et juridique d'organisation de producteurs est apparue durant l'ère coloniale et a pris des formes variées en fonction des contextes de gouvernance. Trop souvent, les organisations de producteurs ont été conçues comme un outil de développement servant uniquement à la mise en œuvre des politiques gouvernementales. Ces politiques ont été plus souvent conçues ou mises en œuvre au profit de certaines cultures ou régions de production et non pour promouvoir le développement de zones rurales ou l'amélioration du niveau de vie des membres de ces organisations. Depuis le début des années 1970, de nombreuses organisations ont commencé à œuvrer en faveur des populations en zone rurale, en mettant sur pied des systèmes de crédit rural ou en faisant la promotion de potagers. Les projets ont généralement été exécutés par des groupes formés au niveau des villages. Ces groupes ont été à la base de la création d'un grand nombre d'organisations de producteurs et productrices (OP) (Ifad et Roppa 2010).

Lors de la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (PAS) des années 1980, les autorités responsables du développement agricole ont vu leur champ d'action se réduire. Les organisations de producteurs libéralisées ne pouvaient plus bénéficier des mesures d'accompagnement pour soutenir leur rôle émergent. Avec le temps et parfois avec des appuis externes, certaines parmi les anciennes « coopératives libéralisées » ont ouvert la voie à nombre d'organisations de producteurs (OP) d'aujourd'hui. Dans le but de renforcer leur aptitude à servir leurs membres, elles ont formé des plateformes nationales comme le *Conseil national de concertation et de coopération des ruraux* (CNCR) au Sénégal créé en 1993 (de Janvry et Sadoulet 2004). Au niveau de la sous-région, les réseaux des OP se sont regroupés dans le *Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest* (Roppa) qui représente, à lui seul, 45 millions d'agriculteurs (Ifad et Roppa 2010).

L'introduction de l'approche filière au Sénégal

Le pays et son secteur agricole

Le Sénégal appartient au groupe des pays les moins avancés. Selon l'indice de développement humain du PNUD, il se place au 155^e rang sur

177 pays (PNUD 2010). Avec une population de près de 11 millions d'habitants (dont 64,1 % ont moins de 25 ans) et un PIB par habitant de 634 dollars américains, le pays connaît une espérance de vie à la naissance de 56 ans, supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 46,1 ans (UE 2006). Sa composition ethnique est mixte avec comme principaux groupes : les Wolof, les Sérér, les Peul, les Mandingue et les Diola. Plus de 40 % de la population habite en milieu urbain. Le taux d'alphabétisation des adultes atteint 39,9 % (29,2 % pour les femmes et 51,1 % pour les hommes) ; il est inférieur à celui des groupes de pays similaires (Afrique subsaharienne 60,5 %) (EU 2006). Le taux brut de scolarisation a atteint pour la période 2007-2010, 82 % pour les hommes et 85 % pour les femmes (UNICEF 2012). En 2004, la part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté était estimée à 54 % (ESAM II 2004). Pendant la période 2006-2011, le pays a connu un taux de croissance du PIB de 3,3 % en moyenne, qui reste toutefois insuffisant pour réduire sensiblement la pauvreté (DPEE 2012a). La répartition des revenus est marquée par son caractère très inégal car 10 % des ménages les plus riches reçoivent 44 % des revenus, alors que 17 % des revenus vont aux 40 % les plus pauvres (Faye *et al.* 2007 : 20).

L'économie sénégalaise se caractérise par une structure duale entre le secteur primaire, premier pourvoyeur d'emplois, et le secteur tertiaire privé et public, principal pourvoyeur du PIB. Cette dualité se retrouve également entre les secteurs formel et informel. Les deux sont soumis à des conditions de travail et à un environnement différents. Si le premier respecte la réglementation en vigueur et s'acquitte de toutes les taxes, ce n'est pas le cas pour le secteur informel. La contribution du secteur informel au PIB représenterait en moyenne 50 % contre 40 % pour le secteur moderne (UE 2006). La situation précaire de l'emploi en zone urbaine, comme en milieu rural ¹ figure parmi les facteurs clefs qui contribuent à l'émigration clandestine qui a connu une ampleur sans précédent depuis le début de 2006.

Même si le secteur agricole emploie 60 % de la population active, sa contribution au PIB est de 15 %. Le taux de pauvreté en milieu rural est de 80 %, comparé à un taux de 54 % au niveau national (ESAM II 2004). Plus de 90 % des unités de production dans le secteur agricole sont des exploitations familiales. La moitié de ces exploitations cultive moins de 3 hectares et 21 % ne cultivent même pas un hectare malgré le fait que la taille moyenne des ménages est de 10 personnes. De 1960 à 2000, la superficie cultivée par personne est passée de 1,07 ha à 0,57 ha (Sène 2006).

Traditionnellement, le Sénégal était un pays exportateur d'arachide, de gomme arabique et, à partir des années 1960, de coton. Cependant, les fortes performances enregistrées dans la production et l'exportation agricole, dans les années 1960 et 1970, ont fait ensuite place à une stagnation et à un dé-

1. La production agricole est réalisée pendant la saison des pluies, qui dure trois mois par an, sur une bonne partie du territoire national.

clin. L'économie agricole centrée sur l'arachide a montré des signes d'essoufflement lorsque l'État a été obligé de limiter ses interventions massives. En 1960, la culture de l'arachide représentait encore 68 % du volume total de la production agricole, tandis que la part du mil (un des principaux aliments de base) n'était que de 25 %, les autres cultures majeures étant le sorgho, le niébé, le riz et le maïs. En 2000, la part de l'arachide dans la production nationale est tombée à 28 % et celle du mil a presque doublé pour atteindre 43 %. La faible augmentation de l'offre agricole domestique face à une croissance démographique élevée a eu pour conséquence la dégradation de la balance commerciale agricole, car on constate une progression des importations alimentaires. Ainsi, entre 1980 et 2011 la facture alimentaire du Sénégal est passée de 116 milliards de francs CFA à 559 milliards de francs CFA. Cela représente respectivement 15 % à 22 % des importations rendant le pays fortement dépendant des importations alimentaires (Faye *et al.* 2007 ; DPEE 2012b).

Les programmes cadres de développement du secteur agricole

Les contraintes auxquelles les exploitations familiales sont confrontées (pluviométrie en baisse et irrégulière, dégradation des terroirs et surexploitation des terres, morcellement des exploitations, faiblesse de l'équipement et insuffisance des intrants, faiblesses des services d'appui et des infrastructures productives et du réseau routier) sont aggravées par la mauvaise organisation des filières et des circuits de commercialisation. La conquête des marchés nationaux et internationaux, soumis à la concurrence depuis les mesures de libéralisation des années 1980 et 1990, demande également des efforts d'adaptation considérables des petites exploitations familiales en particulier pour répondre aux exigences de qualité de plus en plus contraignantes (FIDA 2008).

Le cadre programmatique au niveau national pour le développement des filières commence à se dessiner en 2003 avec le Document de Stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSRP) ¹ qui projette un taux de croissance annuel moyen de 7 à 8 % en s'appuyant notamment sur le renforcement de la contribution du secteur agricole ². Les mesures prévues dans le DSRP I (2003-2005) et le DSRP II (2006-2010) sont : l'intensification et la modernisation de l'agriculture familiale, la mise en place d'un environnement favorable au développement des filières agricoles et leur intégration aux marchés. Le renforcement des organisations des producteurs, en vue de les rendre plus autonomes et de leur permettre de mieux prendre en charge les intérêts de leurs membres, fait aussi partie des mesures prioritaires. De

-
1. L'approche filière a été utilisée avant 2003, notamment quand elle figurait dans l'analyse des comptes économiques des années 1984-1985. Néanmoins, son utilisation dans les documents de politique économique n'a été systématique qu'à partir des années 2000.
 2. C'est à cette période que l'intérêt pour l'agriculture familiale et vivrière revient au goût du jour, dans le cadre des questions de pauvreté.

même, les programmes sectoriels de l'agriculture et de l'élevage prévoient des mesures visant à la diversification et à l'intensification de la production, l'intégration des filières, la facilitation de la commercialisation et la régularisation des marchés (FIDA 2008).

En 2004, l'État lance la LOASP (Loi d'Orientation agro-sylvo-pastorale), qui doit constituer la pierre angulaire du développement du secteur agricole pour les quinze prochaines années. Si au début l'accent était principalement mis sur la dynamisation de l'investissement privé notamment étranger, par la suite, grâce à l'intervention des OP, la LOASP a fini par inclure également l'agriculture familiale. Ainsi, elle vise à créer un environnement incitatif en vue de transformer l'agriculture familiale en un secteur performant et générateur de revenus, s'appuyant sur la diversification et l'intensification des productions, ainsi que sur le développement et la structuration des filières. Mais seuls deux décrets d'application de la LOASP ont été publiés, d'autres sont encore en préparation.

Dans la perspective du renforcement des institutions (*getting the institutions right*), le Programme des Services agricoles et Organisations de Producteurs (PSAOP)¹, financé par la Banque mondiale, a amélioré l'accès aux services de conseil agricole et donné du poids aux associations de producteurs². Parmi les institutions renforcées par le PSAOP figure l'Agence nationale de Conseil agricole et rural (ANCAR) qui est chargée d'animer un service décentralisé de conseil à la demande. Cette agence est actuellement encouragée à élargir sa gamme de services au-delà de l'appui à la production pour mieux s'intégrer dans le développement des filières. Une deuxième organisation appuyée par le PSAOP est le Fonds national de Développement agro-sylvo-pastoral (FNDASP) qui finance le conseil agro-sylvo-pastoral, la formation des producteurs et l'appui aux OP. L'Institut sénégalais de Recherches agricoles (ISRA), l'Institut de Technologies alimentaires (ITA), le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et le Conseil national de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), à travers la mise sur pied de mécanismes de concertation dans les régions, ont tous bénéficié de ce programme pour assurer la participation des producteurs et productrices aux changements institutionnels et à la conceptualisation des activités qui leur sont destinées.

Le premier projet en Afrique de l'Ouest visant la mise en place de l'approche chaîne de valeur a été le Projet de Promotion des Exportations agricoles (PPEA) ; également financé par la Banque mondiale, il a été initié en 1998 et réalisé en 2004 (Matsumoto Izadifar 2008). Le PPEA qui insistait sur la promotion des produits horticoles pour le marché européen, a été suivi

1. Le PSAOP a comporté une première phase d'exécution en 2000-2005 et une seconde en 2006-2010.

2. Cf. www.psaop.sn.

d'un projet de deuxième génération en approche filière, le PDMAS¹, qui a été conceptualisé à une plus large échelle. Lancé en 2007, le PDMAS a innové en couvrant le marché national, incluant, dans son approche adaptée aux petits producteurs, tous ceux qui disposent de moins de 0,5 hectares de terre. Le PDMAS met l'accent sur les exploitations familiales dans le processus de diversification agricole, tandis que le PPEA misait seulement sur le secteur horticole pour l'exportation en Europe².

L'idée centrale de l'approche filière ou l'approche chaîne de valeurs (appliquée par le PPEA et le PDMAS) est de mettre en évidence pour les acteurs de la filière l'existence de circuits de distribution pour les biens agricoles. Cette approche permet ainsi de montrer la manière dont les politiques publiques, les investissements et les institutions influent sur les systèmes locaux de production. Elle consiste à analyser quantitativement les flux de marchandises, les prix et la valeur ajoutée, tout au long de la filière, en utilisant les comptes de chaque agent (FAO 2005). L'approche filière prend comme point de départ le repérage des contours de la filière, de manière à avoir une vue d'ensemble des flux de biens, des agents économiques impliqués et de leurs relations mutuelles³.

L'approche est devenue très populaire depuis le début des années 2000, non seulement chez les grands acteurs du développement⁴, mais aussi chez ceux qui travaillent à une échelle plus modeste. Pour illustrer de manière pratique l'application de l'approche filière à une échelle modeste, cette contribution propose d'évaluer les expériences dans la matière d'une ONG de taille moyenne, Veco, comme cas d'étude.

L'ONG Veco, opérationnelle dans 16 pays sur trois continents à travers ses six bureaux régionaux, applique dans ses programmes l'approche indirecte, c'est-à-dire que des plans d'actions sont élaborés avec les partenaires, qui sont principalement des organisations de producteurs de deuxième niveau (ayant entre 1000 et 10 000 membres). Ensuite, les activités contenues dans ces plans sont mises en œuvre par les OP partenaires avec l'appui technique et financier de l'ONG au bénéfice des producteurs et productrices membres des OP. Au début de ses interventions au Sénégal, en 1989, Veco

-
1. Depuis 2007, le gouvernement du Sénégal s'est engagé dans la mise en œuvre du Programme de Développement des Marchés agricoles du Sénégal (PDMAS) avec l'appui de ses partenaires (Banque mondiale, Agence canadienne de Développement international (ACDI), Agence française de Développement, et Union européenne) Cf. www.pdmass.org.
 2. Le PAOA est premier projet de soutien systématique aux micro-entreprises et aux PME opérant dans la transformation des produits agricoles locaux. La première phase de ce projet, financé également par le Canada, s'est déroulée de 2002 à 2007. Le projet a été prolongé pour cinq ans en 2008.
 3. Elle diffère du système des interprofessions où c'est plutôt l'État qui prend l'initiative vers les négociations sur la répartition de la valeur ajoutée (*e.g.* voir la filière rizicole et de manière moins explicite la filière arachidière).
 4. En 2010, le Projet d'Appui aux Filières (PAFA) a été lancé par le FIDA.

s'occupait essentiellement des travaux hydrauliques, des projets de santé et des projets ciblant la sécurité alimentaire. Ainsi, à cette époque, elle visait uniquement l'augmentation de la production agricole chez les exploitations familiales. Depuis 2004, l'ONG opte pour l'approche filière qui inclue les maillons de la production, la transformation et la commercialisation agricole. Cette approche est considérée comme la stratégie la plus appropriée pour réaliser sa mission consistant en « un meilleur accès aux marchés pour les exploitations familiales » (Veco 2007a). À cette fin, les objectifs stratégiques suivants sont poursuivis : 1) augmenter les revenus des exploitations familiales par un meilleur positionnement dans des filières d'agriculture durable, de la production à la consommation ; 2) renforcer les organisations paysannes afin qu'elles puissent convaincre leurs plateformes / organisations faîtières des préoccupations et propositions de leurs bases et qu'elles les amènent à influencer les décisions publiques et privées ; 3) stimuler des pratiques d'achat pour une consommation plus durable étant donné que la demande des consommateurs et les marchés sont les principales forces régissant les chaînes ; 4) développer une expertise dans la promotion de filières d'agriculture durable au niveau des exploitations familiales (Veco 2009b).

La mise en œuvre de l'approche filière

Le choix des filières et des partenaires stratégiques

Les premiers pas de l'ONG Veco dans l'approche filière ont consisté en une série de *brainstormings* internes sur la démarche à adopter et le choix des spéculations. C'est ainsi que l'équipe a décidé de sélectionner cinq spéculations autour desquelles il fallait se documenter et approfondir les informations : le fonio, le lait, la patate douce, le sésame et la banane. En 2005, les résultats de ces recherches ont été partagés avec les différents acteurs et parties prenantes (organisations de producteurs, institutions de recherche, le ministère de l'agriculture, autres ONG, etc.) lors d'un atelier national. De riches débats ont permis de confirmer/infirmier les informations collectées et de faire ressortir les éléments d'informations manquants comme pistes pour élaborer les termes de référence des études sur les filières (Veco 2007a). À l'issue de cet atelier, trois spéculations ont été retenues, à savoir la banane, le fonio et le sésame.

Suite à un appel d'offres dans la presse nationale, trois bureaux d'études ont été sélectionnés (chacun sur une spéculation) pour effectuer *les études sur les filières*. Ces études ont été menées entre novembre 2005 et mars 2007, et à leur restitution ont participé : des groupements de transformatrices, des commerçants, l'ITA et l'ISRA (institutions de recherche), l'ARMP (Autorité de Régulation des Marchés publics ¹, le ministère de l'Agriculture, la

1. L'ARMP est une autorité administrative indépendante, dotée de l'autonomie financière et de gestion. Elle a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des mar-

Maison du Consommer sénégalais, et, évidemment des organisations de producteurs spécialisées dans les spéculations ciblées (Veco 2009b).

Ces études sur les filières ont permis à l'ONG d'identifier, entre autres, des organisations de producteurs spécialisées dans les spéculations retenues, notamment leur niveau de développement institutionnel et les opportunités de nouer des partenariats stratégiques avec eux. C'est ainsi que les OP suivantes ont été identifiées. Il s'agit, pour la banane, de l'Association des producteurs de la vallée du fleuve Gambie (Aprovag) dans la région de Tambacounda, pour le sésame de l'Union des groupements associés du Niombato (Ugan) dans la région de Fatick, et pour le fonio, des réseaux de producteurs et productrices de fonio dans la région de Sedia (Veco 2009b). Divers diagnostics et situations de référence ont été effectués par l'ONG Veco comme préalable au partenariat. Les résultats de ces analyses ont permis d'identifier, pour chaque structure, les goulots d'étranglement précis, tant dans leur développement institutionnel que dans le développement de « leur » filière. Veco a élaboré des plans d'action pour des appuis conséquents à ces structures, pour les prochaines années.

L'étude de marché à Dakar et le rôle de l'ONG dans l'approche filière

En mars 2007, une étude de marché, pour les trois filières concernées (banane, sésame, fonio), a été menée dans la région de Dakar qui, avec 25 % de la population totale du pays, constitue le marché le plus important au niveau national. L'hypothèse de départ de l'étude était que la demande des consommateurs et celle des marchés sont les principales forces régissant les chaînes agricoles, constituant ainsi un élément clé dans le développement des stratégies pour améliorer les revenus des agriculteurs et agricultrices. L'étude avait trois objectifs : 1) identifier les circuits de distribution et les acteurs qui y interviennent, notamment dans les marchés de Dakar et les circuits de distribution tels que les libres services, supermarchés, kiosques, etc. ; 2) évaluer le potentiel d'exploitation des produits des filières par les entreprises de l'agroalimentaire ; et 3) analyser le comportement du consommateur par rapport aux produits des trois filières (Veco 2007b).

Un échantillon de 120 personnes (50 % de femmes et 33 % des jeunes) a participé à des tests de consommation des produits des trois filières ainsi qu'à une interview sur la base d'un questionnaire (Veco 2007b). Les produits testés étaient dérivés du sésame, de la banane locale et du fonio : le nectar de banane pur, le nectar de banane/bouye, et de banane/tamarin, la banane séchée, le couscous de fonio à la *Yassa*, les beignets de fonio, le *thiacry* de fonio, l'huile de sésame, la pâte de sésame et finalement les galettes

de sésame. La majeure partie des produits testés a été acceptée par les consommateurs sauf les produits du sésame à cause de leur amertume. L'huile de sésame constitue cependant une exception. Elle a été évaluée par les dégustateurs comme étant une bonne alternative à l'huile d'arachide. Les produits de la banane, produits sucrés, ont été appréciés, de même que le fonio, les beignets de fonio et le *thiacry* à base de fonio. L'étude a démontré que, bien que le sésame et ses produits dérivés fussent présents dans les supermarchés et libres services, ils étaient principalement achetés par des consommateurs non sénégalais. La vente de fonio, par contre, semblait en augmentation, grâce, en partie, à ses effets bénéfiques sur la santé des diabétiques. Le produit présent sur les marchés provenait, en grande partie, de la Guinée. La banane locale, provenant principalement de Tambacounda (au Sénégal oriental) ou de la Casamance (au Sud du pays), est bien présente sur le marché. Cependant, elle semblait être considérée comme étant de moindre qualité pour les populations à faibles revenus, ne pouvant pas concurrencer la banane importée de la Côte-d'Ivoire (Veco 2007b).

Le rôle de l'ONG Veco dans le développement des filières concernait plusieurs volets (Veco 2009b). En premier lieu, il y avait le suivi rapproché à travers des visites de terrain mensuelles pour encadrer les OP aux niveaux technique, organisationnel et administratif/financier ; cela dans le but de leur autonomisation à terme. Au-delà du Renforcement organisationnel et du développement institutionnel (Rodi) pour développer les OP et sur la base des résultats des analyses de chaînes de valeurs faites dans les trois filières en 2008, l'ONG Veco s'est également investie dans les activités visant l'accompagnement des acteurs dans les différents maillons des filières (Veco 2009b). Celles-ci concernaient l'organisation des formations sur les techniques de production (entre autres par l'ANCAR) et sur des techniques de transformation (entre autres par l'ITA). En ce qui concerne l'amélioration dans la commercialisation, l'ONG s'est principalement occupée des relations entre les OP, les associations de consommateurs et des entreprises privées intéressées par la transformation ou la commercialisation des produits des trois filières (par exemple, par la participation à la FIARA – Foire internationale de l'Agriculture et des Ressources animales – organisée chaque année à Dakar). Un dernier pilier du rôle de l'ONG était la promotion de l'apprentissage mutuel par l'organisation annuelle des plateformes de partenaires auxquels étaient invités non seulement les partenaires pour l'échange de leurs expériences, mais également des personnes ayant une expertise particulièrement bénéfique pour le développement desdites filières ou pour le renforcement du positionnement des OP dans leurs filières respectives (Seck 2007 ; *Wal Fadjri* 2007). Les sections suivantes présentent des cas d'études pour illustrer quelques applications pratiques de l'approche filière. Sont successivement présentés : le sésame, la banane et le fonio.

Une alternative éventuelle à la culture défunte de l'arachide

La culture et le partenaire

Les sept premiers pays producteurs de sésame sont asiatiques et africains ; ils fournissent à eux seuls plus de 75 % de la production mondiale. Les trois premiers pays producteurs (Inde, Myanmar et Chine) assurent 56 % de la production mondiale. Les quatre pays (Soudan, Ouganda, Éthiopie et Nigeria) représentant 19 % de la production mondiale en 2007. L'Inde à elle seule réalise 22 % de la production mondiale du sésame. Par contre, les volumes commercialisés au niveau international ne portent que sur 25 % de la production mondiale, d'où l'importance de l'autoconsommation des pays producteurs (Inde 71 %, Chine 81 %, Myanmar 82 %, Soudan 61 % et Ouganda 90 %). Les transactions touchent essentiellement les graines (64 %) suivies de loin par les tourteaux (23 %) et l'huile (3 %). Les exportations de graines sont largement en hausse avec la domination de six pays sur le marché : Soudan, Inde, Chine, Myanmar, Guatemala et Nigeria (USAID 2008a).

Le sésame a été produit au Sénégal depuis l'époque coloniale, mais face à l'arachide, qui s'est positionnée comme principal oléagineux à vocation de rente, il avait pratiquement disparu des systèmes de culture après l'indépendance. L'ONG *Catholic Relief Services* (CRS) a introduit la graine de sésame en Gambie pour la promouvoir comme culture de rente déjà au début des années 1980. Par contre, au Sénégal, jusqu'en 1997 la culture du sésame était essentiellement localisée dans les régions de Kolda et de Kaolack (USAID 2008a). La culture a toutefois connu une extension assez rapide. Cette évolution traduit l'intérêt que les populations rurales lui accordent en raison de la facilité de l'itinéraire technique, du faible coût de ses intrants et comme alternative à la culture de l'arachide. Cependant, la réintroduction a été faite de manière informelle sans le paquet technologique adéquat et la culture s'est vite heurtée à des contraintes majeures liées notamment à la production (variété et période de récolte) et à la valorisation (commercialisation et transformation) (USAID 2008a). En 2008, la filière s'est enrichie d'une usine de traitement dans la région de Diourbel, l'arrivée de nouveaux acteurs notamment *Datong Enterprises*, société chinoise qui a signé avec le ministère de l'Agriculture une convention portant sur la production et la commercialisation de 150 000 tonnes de sésame en 5 ans dont 30 000 tonnes pour 2008 (Xinhua 2009). Cependant, Datong n'a pas respecté certains de ses engagements contractuels (notamment la fourniture de semences arrivées trop tard par rapport au début de la campagne), ce qui a conduit certaines organisations à résilier le contrat les liant à Datong. Actuellement, les exportations annuelles de sésame du Sénégal sont de l'ordre de 2 000 à 3 000 tonnes, ce qui représente à peine 4 % des exportations de l'Afrique de l'Ouest (USAID 2008a).

L'Union des Groupements associés du Niombato (UGAN), créée en 1991, regroupe environ 1 250 membres, une soixantaine de villages dans la région de Fatick et a été très active dans beaucoup de domaines : l'agriculture, l'environnement, l'arboriculture, la promotion féminine, l'élevage, la transformation des produits locaux et l'alphabétisation (Veco 2007a). En 2003, dans le cadre du programme spécial de l'État, l'UGAN avait distribué à ses membres des semences de sésame, comme en témoigne ainsi Alioune ¹ âgé de soixante ans et vivant avec ses quatre épouses et vingt cinq enfants :

« Dans le village, j'ai été le premier à avoir commencé la culture du sésame en 1989 et c'était avant l'arrivée de l'UGAN. J'ai obtenu des semences par des habitants de Kébé Ansou qui les avaient rapportées du côté de Nioro. Dès la première année, j'ai cultivé un ha et quand j'ai vendu ma récolte j'ai gagné 45 000 F CFA. J'ai gardé des semences pour l'année d'après ... mais cette année le prix du kilo n'était qu'à 150 FCFA. J'ai par la suite abandonné la culture du sésame et je ne l'ai reprise qu'à l'arrivée d'Ugan qui nous a distribué des semences et c'était en 2003. Et depuis cette année, je cultive chaque année le sésame » ².

Toutefois, en 2007, il n'y a pas encore beaucoup de membres qui participent à la culture du sésame et la commercialisation de ce produit représentait à peine 4 % dans leurs revenus, comparés aux 21 % de la vente du mil et 62 % de l'arachide.

Les défis de la filière et l'articulation du partenariat

En 2007, suite à l'étude sur la filière sésame, l'ONG Veco et l'Ugan ont mis en place un programme test de promotion de la filière sésame dans l'une des communautés rurales de la zone qui avait déjà plus de 10 ans d'expérience dans cette production (Jade 2007). L'un des goulots d'étranglement pour le développement de la filière étant le faible niveau de productivité, le partenariat a mis l'accent sur la formation et l'amélioration des techniques de production incluant une meilleure connaissance des ravageurs de la culture du sésame, l'adoption des méthodes de protection des semences, des semis et de la récolte (Veco 2007a). L'accent est également mis sur le fait que le sésame n'épuise pas la fertilité des sols comme le font certaines autres cultures. Mamadou, époux de trois femmes et père d'une quinzaine d'enfants, qui compte plus de quarante personnes dans son ménage, explique :

« La Sodefitex était présente avec la culture du coton. Je le cultivais (3 ha) et j'avais eu même à distribuer des semences à des personnes qui venaient jusqu'au village ainsi que des produits phytosanitaires. Mais à la différence du sésame qui fait revivre les sols, la culture du coton les appauvrit. C'est pour cela que plus personne ne cultive le coton ... En plus, pour la culture du coton, il y a beaucoup

1. Tous les noms des interviewés ont été modifiés pour respecter l'anonymat.

2. Interview effectuée dans la région de Fatick, le 29 octobre 2008.

de frais en produits phytosanitaires alors que pour le sésame il n'y a pas de frais, juste les 6 kg remboursés pour les 4 kg donnés. Sur un ha de coton, on dépense plus de cinquante mille (50 000) francs en produits phytosanitaires »¹.

Mohamed, membre du bureau exécutif de l'Ugan, de son côté, explique pourquoi le sésame est préférable à long terme :

« Prenons l'exemple de l'utilisation des engrais. Pour la culture de l'arachide (2 ha), on utilise 3 sacs (le prix du sac varie entre 7 000 et 9 500 F CFA) alors que, pour la même superficie, la culture du sésame ne nécessite que 80 kg d'engrais c'est-à-dire un peu moins de 2 sacs. Aussi, la culture du sésame préserve mieux le sol (racines fertilisantes) que celle de l'arachide et, en plus, les dépenses sont moindres. Pour moi, la culture du sésame est rentable et reposante. Avec le sésame, plus besoin de jachère car le sésame repose et régénère le sol et en plus on en tire du profit avec la vente de la récolte »².

Avec la promotion de la culture du sésame, la reconstitution du capital semencier se faisait avec l'achat des semences auprès des premiers producteurs bénéficiaires pour une distribution aux nouvelles zones d'extension des années suivantes. En dépit de son expérience antérieure dans le sésame, Alioune note :

« Veco nous a vraiment fait connaître le sésame. Certes, on cultivait le sésame mais l'ONG nous a fait découvrir comment faire la culture du sésame en nous fournissant les disques de semis et des photos nous montrant comment semer le sésame. Nous avons eu à faire des formations sur les techniques culturales et aussi sur comment vendre notre sésame ».

Pour optimiser le système de commercialisation du sésame, une initiative a tenté de formaliser la collaboration entre les membres individuels et l'OP. Chaque producteur ou productrice a signé un contrat relatif à ses droits et devoirs vis-à-vis de l'OP. Le membre s'engage : 1) à contribuer à raison de 5 000 F CFA pour les frais d'inscription ; 2) à rembourser les 4 kg de semences reçus au début de la saison par 6 kg de sésame à la fin de la récolte ; et 3) à se conformer au système de commercialisation initié par le programme. En revanche, elle ou il participe gratuitement aux activités de formation, à la mise à disposition des matériaux de production et, le cas échéant, aux missions d'échanges avec d'autres OP spécialisées sur le sésame dans la sous-région (Veco 2009a). Mohamed a de grandes ambitions pour son organisation dans la filière sésame :

« Tout récemment, il y a eu une réunion avec les représentants de DTE, les producteurs des régions de Fatick, Kaolack, Diourbel et Thiès. Il s'est avéré qu'Ugan avait, de très loin, les plus grandes productions de sésame car elle maîtrisait mieux les techniques culturales et cela grâce aux différentes formations reçues... Nous, à l'Ugan, on veut devenir comme Nawfa, organisation gambienne rencontrée à l'occasion d'une visite d'échanges. Devenir comme Nawfa, pour nous, c'est arriver à pouvoir vendre nos productions de sésame nous-mêmes au niveau international et ainsi diminuer les intermédiaires dans la filière ».

1. Interview réalisée dans la région de Fatick, le 18 juin 2008.

2. Interview réalisée dans la région de Fatick, le 30 octobre 2008.

La campagne de commercialisation du sésame de 2008-2009 a permis aux membres de l'Ugan d'écouler leur production à un prix supérieur à celui de la campagne précédente (Veco 2009b). Néanmoins, les volumes toujours assez modestes ne permettent pas de négociation avec les grands opérateurs commerciaux qui achètent en gros pour l'exportation en Asie via la Gambie. L'impression générale qui règne pour le moment est toujours que :

« les commerçants sont mieux organisés que les producteurs, car ils déterminent le prix auquel ils achètent »¹.

La promotion des produits transformés

Une autre piste de rentabilisation de la filière est le marché national de produits transformés. Une des productrices membre de l'Ugan, Aïssatou, mère de famille avec six enfants, est également convaincue que le sésame est une bonne alternative à l'arachide même au niveau de la transformation.

« Depuis le programme, on cultive et on transforme après comme par exemple l'huile, le savon, de la crème anti moustique, de la pommade. On peut même préparer le *mafé*, les gâteaux de sésame. En fait, tout ce qu'on peut préparer avec l'arachide, on peut le faire avec le sésame. ... Dans mon village, avant, on ne faisait que de l'arachide, mais depuis je fais de la sensibilisation pour le sésame et cela marche bien. D'ailleurs, il y a des producteurs qui vont cultiver le sésame cette année-ci pour la première fois. Ce qui complique la diffusion du sésame, c'est qu'il y a encore beaucoup de gens qui ne s'y connaissent pas. Mais si tu viens là avec les gâteaux de sésame que tu mets sur la table, la pâte de sésame, l'autre va dire qu'il ne savait pas qu'avec le sésame tu peux faire tout cela ; et c'est comme cela que tu parviens à convaincre la personne ».

Elle n'est pas la seule personne à être convaincue et à promouvoir le sésame, elle voit même des avantages en ce qui concerne l'amélioration de la situation des femmes grâce au sésame :

« Dans notre village aussi, une des femmes ayant reçu la formation pour la transformation, a réussi à convaincre sa famille et d'autres familles à cause des produits et sous-produits. Le relais dans le village, lui aussi a été formé, et maintenant il comprend qu'une femme peut également cultiver le sésame, ce qui aide à renforcer la position de la femme

... L'accès à la terre pour des femmes reste un problème mais on a fait du plaidoyer au niveau de la mairie et cela a aidé ».

La promotion du sésame en dehors du village de production a été l'occasion d'organiser une rencontre dans le chef-lieu de la région. Une centaine de personnes occupant des positions-clés y ont été invitées (Veco 2009b). Aïssatou raconte :

« à la formation ici à Sokone sur la transformation, le savon et les recettes, on avait invité beaucoup de personnes qui ne connaissaient pas le sésame. Mais

1. Interview avec Aïssatou, région de Fatick, le 27 juillet 2009.

maintenant qu'elles ont dégusté ces plats, elles sont convaincues et vont faire la restitution ailleurs ... J'aimerais qu'on travaille davantage sur la promotion du sésame et ses sous-produits dans le marché local et les marchés hebdomadaires, partout au Sénégal ».

À cette fin, Veco a organisé des sessions de débats-dégustations dans la banlieue de Dakar pour la promotion des produits transformés de sésame avec comme supports un documentaire sur la culture de sésame ainsi qu'un livret de recettes (Veco 2009b). Évidemment, un long chemin reste à parcourir pour arriver à la production à grande échelle de produits transformés dont la qualité permettra la commercialisation sur le marché national. Toutefois, les problèmes actuels notés dans la commercialisation de l'arachide encouragent beaucoup de producteurs à se tourner vers le sésame. Cela est bien expliqué par Babacar, qui a plus de quarante ans d'expérience dans l'agriculture :

« La culture de l'arachide est difficile parce les semences ne sont pas suffisantes. Quand nous obtenons les semences c'est souvent très tard. En outre, les intrants/engrais sont difficiles à acquérir. Et également les sols sont très pauvres. Le peu qu'on récolte de l'arachide est difficile à écouler. L'arachide qui devrait coûter 165 francs, on nous l'achète à 125F ! Ce n'est pas normal ... Les difficultés sont grandes pour l'acquisition de semences, d'intrants et aussi la vente. Avant, on emmenait des arachides dans les dépôts et on les triait, et les pesait et après on vous donnait votre argent. Mais actuellement tu peux faire la même chose et tu restes un mois ou deux mois sans être payé, et il y a même des bons qui durent une année. Et tu ne sais pas chez qui te plaindre. Avant, quelqu'un pesait ta récolte d'arachides et tu étais payé au bout d'une semaine ou de deux, mais cela n'existe plus ... Maintenant, on ne peut pas attendre que le gouvernement fixe le prix, souvent on a besoin d'aller vendre dans les *loumas* parce qu'on a nos besoins. Nous sommes parfois obligés de vendre à 125 francs dans le marché et ensuite, on constate que le gouvernement fixe le prix à 165 francs ... L'année dernière, j'étais le seul à cultiver le sésame, mais cette année, le nombre de personnes dans le village a vraiment augmenté »¹.

Des innovations culinaires pour des plats traditionnels

La culture et le partenaire

Avec une production mondiale estimée en 2003 à 103 millions de tonnes, dont environ 65 % de bananes dessert et 35 % de bananes à cuire, la banane est le fruit le plus produit au monde. Après le riz, le blé et le maïs, elle constitue le quatrième aliment de base en termes de volume de production. Elle est l'aliment de base de nombreux pays en voie de développement. À ce titre, il s'agit d'une culture stratégique en termes de sécurité alimentaire. Même si près de 90 % de la production est consommée localement, elle est néanmoins le fruit le plus exporté au monde, notamment vers les États-Unis

1. Interview effectuée dans la région de Fatick, le 27 juillet 2009.

d'Amérique et l'Europe, les deux plus gros importateurs à l'échelle mondiale. La production mondiale de banane est très localisée. En 2004, les trois quarts de la production mondiale provenaient des dix premiers pays producteurs comprenant l'Inde, l'Équateur, le Brésil et la Chine qui, à eux seuls, fournissent près de la moitié de la production mondiale. L'Équateur, le Costa Rica, les Philippines et la Colombie sont les principaux pays exportateurs de banane tandis que le peloton de tête des importateurs (68 % des importations en 2003) comprend l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique et le Japon. L'UE est le principal marché des pays africains exportateurs de banane que sont le Cameroun et la Côte-d'Ivoire (Veco 2006).

Au Sénégal, la filière banane connaît, depuis l'installation des premiers périmètres dans les années 1970, une croissance continue en termes de volume de production, passant ainsi de 92 tonnes en 1967 à 25 000 tonnes en 2005. La demande sur le marché est évaluée à 50 000 tonnes et environ 15 000 tonnes sont importées, principalement de la Côte-d'Ivoire (Veco 2008). Le développement de la filière se heurte cependant à des difficultés liées à la qualité, à la commercialisation, au conditionnement, à la conservation, à la transformation, au transport et au stockage. Il est également confronté à des problèmes d'accessibilité de ses acteurs aux financements et d'encadrement technique au niveau de la production, de la commercialisation et de la transformation. Au Sénégal, les modes de traitement et de conditionnement de la banane locale demeurent archaïques aussi bien au niveau des périmètres privés que communautaires, entraînant ainsi une détérioration de sa qualité. Cela constitue un facteur favorable à l'importation de la banane de la Côte-d'Ivoire qui est plus attrayante car mieux conditionnée.

L'Association des producteurs de la vallée de la Gambie (Aprovag), créée en 1988, regroupe environ 1 250 producteurs (dont plus de 30 % de femmes) et emblave environ 250 ha de banane pour une production commercialisée moyenne de 3 850 tonnes. La production moyenne par ha est de 20 tonnes dont 75 % sont vendus, 20 % perdus et 5 % autoconsommés. Les ménages d'Aprovag disposent de 2,3 ha en moyenne et en exploitent 1,6 ha. Près de 75 % de leurs revenus sont liés à leurs activités agricoles. Contrairement à d'autres régions au Sénégal, les membres de l'Aprovag comptent très peu d'émigrés parmi leurs membres. Au contraire, les villages de l'Aprovag sont constitués, pour une grande part, d'immigrés des autres régions du Sénégal venus après les grandes sécheresses des années 1970 (Veco 2008 ; Ndaw 2008). La participation des femmes est bien promue dans l'attribution des parcelles. Ainsi, toute personne, femme ou homme, membre de l'Aprovag et ayant atteint la majorité, peut prétendre à l'attribution d'une parcelle pour la culture de la banane et d'autres spéculations¹. Dans la répartition des parcelles, il est attribué un quart d'hectare aux hommes et un huitième aux femmes. Cette répartition qui, a priori, semble inéquitable, est mo-

1. Cf. www.aprovag.sn.

tivée par le fait que les femmes ont également à leur charge des rôles productifs et reproductifs, en plus des travaux au niveau de leurs périmètres. À part la production dont la charge est partagée entre les hommes et les femmes, les hommes s'occupent de la commercialisation de la banane et les femmes de sa transformation (Veco 2008). La quasi-totalité des revenus des membres proviennent de la commercialisation de la banane mais, comme l'illustrent ces propos de Khady, âgée de soixante ans :

« Cela fait trente ans que nous produisons de la banane. Avant cela, on faisait la culture de la tomate et le maraîchage et aussi on cultivait du mil et de l'arachide. Après la récolte, c'est l'arachide que nous vendions ... C'est d'ailleurs dans notre village qu'on a commencé avec la banane, il y a trente ans de cela ... D'autres ont entendu qu'il y a un projet dans le village et ils sont venus ... Le début du projet a été bénéfique pour nous, mais ce qui est agréable ne dure pas. Le début de la banane était bon, mais aujourd'hui c'est difficile ... aujourd'hui ça ne va pas du tout »¹.

La collaboration en termes de commercialisation et de production

Après la première année de partenariat, en 2006, qui mettait l'accent sur le renforcement organisationnel de l'Aprovag et l'établissement d'une situation de référence (Veco 2007a), 2007 a marqué le début de la prise en charge des préoccupations des producteurs. Cela a consisté en l'acquisition des emballages en carton (jusque-là la banane locale continuait à être transportée empilée dans des camions ouverts ou sous bâches sur une distance de 500 km et sur des routes de mauvaise qualité) et à la mise à disposition d'engrais biologiques pour arriver à la production d'une banane écologique et de meilleure qualité. Ainsi, avec le financement de Veco, des fonds de roulements sous la gestion d'Aprovag ont été mis sur pied pour l'achat en vrac des engrais organiques et des cartons et leur vente à crédit aux producteurs individuels dans l'esprit d'autonomisation de l'OP (Sidibé 2008a). Depuis 2006, des tentatives ont été faites pour valoriser la banane écologique (Makunike 2007), mais ce n'est qu'en 2008 que cela s'est fait à travers la généralisation de l'application de la charte de qualité (Konaté & Niox 2008) et avec le démarrage d'une première vente en carton sous le slogan « une banane de qualité jusqu'à la table du consommateur » (Sidibé 2008a). En ce qui concerne l'application générale de la charte, nécessaire pour arriver à une certification écologique de la banane d'Aprovag, il a été observé que les démonstrations sur les itinéraires techniques conduites par les producteurs eux-mêmes ont plus d'impacts sur les autres producteurs que celles faites par des non-producteurs comme, par exemple, des techniciens. Même si les membres du bureau et du conseil d'administration (composé entièrement des producteurs de bananes) sont convaincus qu'avoir une banane de meilleure

1. Interview effectuée dans la région de Tambacounda, le 30 juillet 2009.

qualité vaut des efforts additionnels au moment de la récolte et du conditionnement, il reste que beaucoup de membres qui ne sont pas convaincus n'appliquent pas les itinéraires conseillés et restent donc à être sensibilisés (Veco 2008). De nombreux producteurs ont préféré continuer à vendre en vrac et certains n'avaient pas hésité à saboter les mises en carton, en évoquant les efforts et les frais additionnels indispensables à de telles opérations. La qualité moindre d'une partie de la production a mené à d'énormes méventes pour l'année 2008, jusqu'à 25 % de la production totale. Pour pallier davantage les problèmes de conditionnement et en vue de mieux encadrer et de sensibiliser les producteurs à la base pour l'application de la charte de la qualité, une station de conditionnement et d'emballage a été construite (Sidibé 2008b).

Une expérience innovatrice : l'unité de transformation de la banane

Un autre moyen de réduire les pertes de production réside dans la transformation de banane en jus, fruits séchés, et autres. Un document de projet avec *Business Plan* sur la transformation de la banane a été élaboré par Veco en collaboration avec l'Aprovag et l'ITA. Ce projet vise également la promotion de l'entrepreneuriat et du leadership féminin à travers la gestion de l'unité par la commission de promotion féminine au sein du conseil d'administration de l'Aprovag. L'ONG a assuré le renforcement professionnel et institutionnel des membres de la commission et assisté l'Aprovag dans le recrutement d'une gestionnaire, tandis que l'ITA a organisé des formations techniques pour la production du vinaigre et de la farine de banane (Veco 2009b). En 2009, les transformatrices ont organisé, dans la région de Tambacounda, des sessions de préparations culinaires à base de banane (*lakh*, *fondé*, *thiacry*, couscous, *thiébou dieune*, *ngourbane*, chips, frites, boulettes) qui ont suscité un grand enthousiasme parmi les participants :

« Je pensais que la banane ne pouvait être utilisée que comme un dessert après un repas alors que tous ces plats pouvaient être réalisés. C'est super ! » (Veco 2009c : 15).

Ou encore :

« J'ai vu les femmes préparer au moins onze plats à base de banane : frites, chips, boulettes, purée, *lakh*, *fondé*, couscous, *ngouroubane*, *thiacry*, riz banane au poisson, pâte. C'est extraordinaire » (*ibid.*).

Un ancien membre de l'Aprovag se souvient :

« Ce n'est que récemment qu'on a les produits transformés de la banane comme le couscous, la farine etc. Mais avant, si tu as faim et tu n'as pas d'argent, tu coupes un régime de banane et tu cuis ça avec un peu de piment, les gens bouffent cela et c'est très bien. Tout le monde était content. Mais depuis qu'on est venu former les femmes du village pour transformer la banane en fari-

ne, et riz et couscous, vraiment on est très content et on ne comprend pas pourquoi on n'a pas découvert cela beaucoup plus tôt » ¹.

Afin de vulgariser les produits de banane transformés, l'ONG a fabriqué un DVD intitulé « *Banana Kom Kom* » (du wolof : "Banane du développement") qui met l'accent sur les conditions de production et des possibilités culinaires de la banane, ainsi qu'une brochure avec les recettes des plats susmentionnés (Veco 2009c). Avec un autre partenaire de Veco, l'Ascosen (Association des Consommateurs du Sénégal), des soirées de débats-dégustation ont été organisées à Dakar fin 2009 (Ascosen 2009 ; Thioubou 2009) où le DVD a été visualisé, des brochures distribuées. Des mets à base de banane, préparés par les transformatrices de l'Aprovag, ont pu ainsi être dégustés par un plus grand public. Récemment, les autorisations FRA ² pour le vinaigre, la farine, et les féculs (*thiacry*, *fondé*, couscous et riz) à base de banane ont été délivrées par le ministère du Commerce ; la commercialisation à grande échelle des produits de banane transformée pourra démarrer bientôt. Étant donné la flambée des prix des produits comme le riz, aliment de base au Sénégal dont le prix a quasiment doublé au cours des cinq dernières années, il existe une niche importante pour des alternatives locales pouvant, à terme, alléger également la facture nationale pour les importations de produits alimentaires.

Commercialiser une culture de soudure

La culture et le partenaire

La production mondiale de fonio est très irrégulière. Son évolution au cours des 40 dernières années est très contrastée : après une forte diminution de près de 40 % durant la décennie succédant aux indépendances (1960-1970), la production a connu une reprise plus ou moins régulière durant les années 1980 et 1990. La production oscillerait de nouveau durant la décennie 2000 avant de reprendre une courbe régulière à la hausse atteignant 272 000 tonnes de fonio brut. La disponibilité mondiale de fonio dépend principalement du comportement de la Guinée Conakry ³ qui, depuis deux décennies, a un volume de production moyen de l'ordre de 142 000 tonnes,

-
1. Interview effectuée dans la région de Tambacounda, le 30 juillet 2009.
 2. Le contrôle de qualité, consacré par l'article premier de la loi n° 66-48 du 27 mai 1966 relative au contrôle des produits alimentaires et à la répression des fraudes, vise à garantir des produits de qualité aux consommateurs sénégalais. L'autorisation de fabrication et de mise en vente (communément appelée « numéro FRA ») agréée la fabrication, la transformation, le conditionnement et la mise en vente de tous produits destinés à l'alimentation humaine et animale au Sénégal (DCI 2012).
 3. Il n'existe pas de statistiques officielles disponibles sur les échanges mondiaux de fonio, mais il n'en demeure pas moins que la Guinée Conakry reste le principal fournisseur de fonio sur le marché mondial et les volumes commercialisés sont très faibles en rapport avec la production (Vodouche *et al.* 2008).

soit environ 50 % de la production mondiale. Très loin derrière la Guinée, qui est le premier producteur mondial, suivent le Nigeria (20 à 26 % de la production mondiale) et le Mali (5 à 8 %). Le Sénégal n'occupe que la huitième place derrière le Bénin (USAID 2008b).

Le fonio est commercialisé après transformation et, en général, sous forme blanchie, lavée ou non. Le rendement global des transformations, notamment du décorticage (décapsulage des balles et glumelles), du blanchiment (élimination des sons et du germe), et du lavage-dessablage est, en général, de 60 à 70 %. Environ 20 % de cette quantité transformée est commercialisée, soit 34 720 tonnes et le reste est destiné à l'autoconsommation.

La quasi-totalité du fonio commercialisé sur le marché sénégalais est guinéen. L'offre nationale de fonio sénégalais est faible et très variable d'une année à l'autre. La production moyenne des 10 dernières années montre que le Sénégal produit environ 1 300 tonnes de fonio par an. Au total, 15 à 20 % sont commercialisés et 80 à 85 % autoconsommés. Le fonio a toujours constitué une céréale de soudure par excellence pour les populations rurales qui, du fait de sa précocité, le récoltent et le consomment bien avant toutes les autres céréales. Durant la campagne agricole 2006-2007, le volume commercialisé par rapport à la production locale a été estimé à 31 % de la production nationale, représentant un chiffre d'affaires de 91 900 000 F CFA, soit le quart du marché intérieur du fonio. Plus des trois quarts du chiffre d'affaires, soit 322 175 000 F CFA, sont réalisés à partir du fonio importé, ce qui signifie que, pour le moment, le fonio sénégalais perd l'essentiel du marché intérieur (USAID 2008b). Selon cette même étude, son contexte est toujours marqué par la non-prise en compte de la filière dans les politiques agricoles du pays. Seules deux organisations s'investissent dans le développement ou le redémarrage de la filière fonio : le projet USAID/Wula Nafa qui vient de démarrer un nouveau projet quinquennal (2009-2013) et Veco depuis 2007.

Chez les associations de base d'une communauté rurale de la région de Sédhiou, retenues par Veco comme partenaires dans l'appui à la filière, le fonio est une culture ancestrale pratiquée par les ethnies mandingues, notamment comme culture de soudure, destinée à l'autoconsommation. Deux grandes époques ont marqué l'extension de la culture dans la Communauté rurale. La première correspond au début des années 1970 marquées par une régression de la culture avec l'introduction de la culture du riz, de l'arachide et du sorgho. La deuxième correspond à l'arrivée de Wula Nafa (USAID) dans la zone en 2004 avec la revalorisation de la culture du fonio, et surtout le travail abattu pour organiser les productrices et producteurs autour des filières (Dramé 2008a). Les membres des groupements cultivent les spéculations suivantes : le maïs, le fonio, le riz, le mil et le sorgho, l'arachide, le sésame, le niébé, les cultures maraîchères. Les cultures avec les plus grandes superficies emblavées sont le maïs et l'arachide (cultures de rentes réservées

essentiellement aux hommes) alors que le fonio et le riz, qui sont des cultures vivrières, sont produits essentiellement par les femmes. Les membres des associations avec lesquelles Veco entre en partenariat sont organisés en trois réseaux et comprennent, pour plus des trois quarts, des femmes qui sont bien représentées dans les organes de décisions des réseaux ¹.

Une intervention multi-acteurs

Étant donné le nombre de goulots d'étranglement dans les maillons de production, de transformation et de commercialisation du fonio, Veco a, depuis le début, travaillé en étroite collaboration avec plusieurs organismes (Wula Nafa, ITA, Ascosen, secteur privé) pour l'appui à la filière. Fatou, mère de douze enfants, dont sept habitent encore chez elle, se souvient très bien de l'arrivée de Wula Nafa :

« Quand j'ai commencé à semer le fonio, il y a longtemps, je l'avais utilisé tout simplement pour la consommation ... mais aujourd'hui, avec l'arrivée de Veco et Wula Nafa, la situation a changé. Wula Nafa nous a montré l'importance du fonio et on a commencé à travailler plus et ensuite Veco est arrivé et ils nous ont montré une importance illimitée du fonio que nous ne connaissions pas. Cela constitue pour nous une grande joie » ².

Un des grands problèmes pour l'augmentation de la quantité et de la qualité de la production du fonio était lié aux techniques de production manuelles appliquées par les productrices et aux particularités de la plante qui ne permettaient pas l'extension des superficies emblavées. Comme l'explique si bien Awa, un membre du bureau exécutif d'un des groupements :

« L'un des freins à la culture du fonio dans le domaine de la production était lié au labour et au semis. En effet, nous faisons le labour avec la « daba », outil très rudimentaire qui ne nous permettait même pas de cultiver un demi-hectare. Certaines d'entre nous qui disposaient d'une houe *sine* dans leur ménage devaient attendre que leurs maris terminent le labour pour pouvoir l'utiliser, ce qui fait que la période de récolte était dépassée. Quant aux semis, il était pratiqué à la volée et nous avions du mal à quantifier les semences utilisées. De plus, avec le système à la volée, il est difficile de nettoyer le champ et de le protéger des mauvaises herbes, car le fonio est une plante rampante qui, semée à la volée, envahit tout le champ » ³.

Après l'octroi d'un lot de matériels sur la base d'un cofinancement (Dramé 2008b), les changements ne tardent pas, comme l'explique Awa :

« La mécanisation introduite dans la zone par Veco, notamment les houes *sine* et les semoirs mécaniques avec disques adaptés au fonio, a déjà permis aux productrices d'augmenter les surfaces cultivables (chaque groupement a emblavé

1. En septembre 2010, ces réseaux ont mis sur pied l'Uprofos (l'Union régionale des producteurs de fonio de Sédhiou).

2. Interview effectuée dans la région de Sédhiou, le 28 juillet 2009.

3. Interview effectuée dans la région de Sédhiou, le 1^{er} novembre 2008.

pour la première année test 2 ha soit près de 26 ha en 2008) et de réduire la quantité de semences utilisées (16 kg à l'ha contre 40 à 50 kg à l'ha avec le système traditionnel à la volée). De plus, nos champs sont beaux, car le fonio s'étale sur des lignes et cela permet un nettoyage plus facile du champ ».

Afin d'augmenter le niveau de production, une variété plus productive a également été promue par Veco, mais son utilisation n'est pas encore généralisée comme l'explique Cheikh, un membre du bureau d'un des groupements de fonio :

« Dans un même réseau de groupements on peut cultiver le *momo* et le *findi ba* ensemble ¹. Certains groupements peuvent faire le *momo*, les autres le *findi ba*, etc. Même ici, chez nous, au village, il y a des gens qui ont cultivé *findi ba* en tant qu'individuel, mais les parcelles communes étaient réservées au *momo*. Comme le *findi ba* est un peu rare ici, il est difficile de trouver les semences » ².

Cependant, toujours selon Cheikh, la variété la plus productive a d'autres désavantages :

« Mon oncle est allé chercher les semences du *findi ba*, jusqu'à Vélingara. Mais il n'a cultivé le *findi ba* qu'une seule saison, car les gens n'ont pas apprécié parce que ça mûrit très tardivement. C'est pourquoi ils préfèrent le petit fonio, le *momo*. Parce que si cela mûrit tardivement et il n'y a rien d'autre au village pour manger, le mil est fini, le riz est fini et les gens ne veulent plus sortir pour acheter parce que tout est cher, à ce moment là donc quand on veut manger on va préparer la pâte d'arachide et le « verser » sur le fonio. Et jusqu'au mois d'octobre, c'est ce qu'on faisait... Maintenant au lieu de prendre le fonio pour la soudure seulement, on préfère garder une part pour la soudure et vendre l'autre. Ainsi, on peut régler d'autres problèmes de la saison des pluies ».

Le traitement post-récolte est un processus assez pénible et était autrefois un grand goulot d'étranglement pour la commercialisation du fonio. La transformation concerne exclusivement les femmes qui s'occupent du décorticage, du blanchiment et du lavage effectués de façon manuelle et qui nécessitent beaucoup d'eau. L'accent mis sur la qualité de la transformation pour une bonne commercialisation était donc un point d'attention pour lequel Veco a fait appel à l'expertise de l'ITA (Veco 2009b). Awa explique :

« La formation de l'ITA nous a beaucoup aidées car, autrefois nous marchions sur le fonio. C'est pourquoi autrefois nous ne pensions même pas à le commercialiser parce qu'il y avait beaucoup de sable dans les grains, et on mangeait dans les villages juste en attendant le mil et les autres cultures. Maintenant, avec l'ITA, le fonio est de meilleure qualité ».

-
1. La variété appelée « *momo* » en mandingue (extra-précoce avec cycle végétatif de 60 à 75 jours) est essentiellement cultivée pour faire face à la soudure, tandis que la variété appelée « *findi ba* » en mandingue (semi-tardive avec un cycle intermédiaire de 100 à 120 jours) est plutôt cultivée pour l'autoconsommation des ménages en alternance aux autres céréales (maïs, mil, riz) pendant le reste de l'année. Les populations reconnaissent à chaque variété de fonio des qualités particulières en matière de production, de goût, de couleur et de comportement à la cuisson (USAID 2008b : 21-22).
 2. Interview effectuée dans la région de Sédhiou, le 28 juillet 2009.

La formation a également amené à la mise sur pied d'une commission de transformation permettant de mieux contrôler les normes de qualité. Avant la transformation se faisait individuellement ou par groupes disparates sans beaucoup d'égard pour le niveau de qualité du produit transformé. Les résultats ne tardent pas à se manifester, selon Cheikh :

« De toute la région de Sédhiou, les gens viennent nous demander le fonio et on vend le kilo à 800 ou 1 000 F. Les gens viennent de très loin parfois, récemment quelqu'un est venu de Dakar parce que notre fonio était parti à la FIARA et les gens l'ont beaucoup apprécié par rapport à celui provenant de Tambacounda ... Les gens venus de Dakar étaient des cuisinières qui achetaient pour leur clients. Ils étaient très intéressés ... Des Gambiens aussi sont venus, ils en demandaient beaucoup. Ils préfèrent notre fonio à celui de Tambacounda. En effet, nous nous utilisons la bâche pour protéger notre production. En conséquence, notre fonio n'a pas de sable. Même un petit grain de sable gâte la qualité du produit, c'est pourquoi notre qualité est meilleure ; les autres le travaillent par terre sur une véranda ou dans une chambre ».

Jusqu'ici considéré comme une culture de soudure, le fonio commence à enregistrer des changements et l'aspect mercantile de la culture se renforce (Dramé 2008c).

Les qualités nutritives d'une culture ancestrale pour des maladies "modernes"

De nombreuses vertus sont associées au fonio, notamment sa capacité à se substituer au riz pour les diabétiques¹ ou son utilisation par les personnes obèses pour des cures d'amaigrissement. Selon Amadou Tidiane Guiro du Laboratoire de nutrition, de la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) :

« La consommation de céréales comme le fonio, le mil et le sorgho peut contribuer à prévenir une maladie comme le diabète ... Des études sur l'index glycémique (IG) des céréales ont montré que le fonio, le sorgho et le mil avaient des index glycémiques beaucoup plus bas que le riz ... De ce fait ... le fonio, le mil et le sorgho se révèlent beaucoup "plus adaptés" que le riz au régime des diabétiques en général et de ceux souffrant du diabète de type 2 en particulier » (APS 2011).

Étant donné que, selon les dernières estimations, environ 3 % ou près de 300 000 personnes au Sénégal souffrent de diabète, le fonio peut remplir une importante niche de marché. Dans le but d'atteindre les personnes atteintes par le diabète ou l'obésité, Wula Nafa a déjà organisé des tests de dégustation de fonio dans des hôpitaux de Dakar (USAID 2008b : 35). Afin de pro-

1. Cette « médication » pour les diabétiques serait liée à sa richesse en fibres notamment en cellulose qui aiderait à améliorer le contrôle du diabète par un ralentissement de l'absorption de glucides, des modifications dans la sécrétion d'hormones gastro-intestinales favorisant, entre autres, la tolérance au glucose, et une baisse de la glycémie à jeun (USAID 2008b).

mouvoir le fonio au-delà du secteur de la santé, Veco a facilité la visite de deux productrices de fonio à un entrepreneur du secteur privé qui vend des produits à base de yaourt, afin d'explorer une éventuelle production du *thiacry*¹ *light*. Les premiers tests de dégustation organisés à l'occasion de la FIARA de 2009 ont connu un grand succès (Veco 2009b).

Les cas d'études décrits ci-dessus ont illustré quelques goulots d'étranglement bloquant le développement de ces filières et ont également montré les stratégies éventuelles dans les différents maillons des filières pour y pallier. L'enthousiasme des producteurs et productrices est évident et l'avenir semble, à première vue, être plein de promesses de prospérité, ou, au moins, d'une réduction de la pauvreté en milieu rural.

Le défi relevé ?

Nombreux sont ceux qui, depuis des années, ont dénoncé le décalage, voire l'incompatibilité entre l'esprit libéral des politiques et stratégies agricoles de l'État sénégalais et la réalité du monde rural. Le désengagement progressif de l'État depuis les années 1980 (conséquence des programmes d'ajustement structurel) a fait l'objet de nombreuses critiques. Plus récemment, on a noté le focus sur l'agro-business et la succession de grands programmes comme ceux du maïs, du *bissap*, du manioc, et autres, ainsi que le Plan REVA (Retour vers l'agriculture), le PNAR (Programme national d'autosuffisance en riz) et la GOANA (Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance) (Antil 2010). Les critiques faites à la GOANA (également applicables aux autres grands programmes de l'État) sont bien connues. Elles concernent, entre autres, des projections de taux de croissance de productivité irréalistes, la désorganisation des institutions dans le secteur agricole (ne pouvant fournir les intrants et l'accompagnement nécessaire)², la non-implication des organisations de producteurs dans la conception desdits programmes³ et le problème foncier (qui ne stimule guère de grands investissements de mécanisation)⁴ (Faye 2008 ; Sène 2006). D'autres ont dénoncé la promotion du modèle agro-business malgré le fait que 60 % de la population sont toujours engagés dans les exploitations familiales.

-
1. Le *thiacry* est un dessert très populaire au Sénégal et préparé traditionnellement avec du lait caillé ou du yaourt mélangé avec du sucre et des grains de couscous. Le *thiacry light* par contre est préparé avec du fonio et le sucre remplacé par un adoucisseur pour le rendre plus adapté aux besoins des personnes atteintes par le diabète ou l'obésité.
 2. Le ministère de l'Agriculture a été décrit comme « le département qui change de ministre comme on change de chemise » à cause de la succession rapide des ministres de l'Agriculture, qui en plus « ne semblent jusque là pas être les personnes les mieux indiquées » (Faye 2009).
 3. Souvent mentionnés dans ce contexte sont les intérêts économiques des importateurs de vivres et leurs liens étroits avec le monde politique (Antil 2010).
 4. En particulier la petite taille des terres emblavées par les exploitations familiales, mais également la coexistence de plusieurs systèmes de droit foncier pas toujours compatibles entre eux (Sène 2006).

« L'agriculture familiale est une agriculture paysanne. Elle se caractérise d'abord par sa finalité qui n'est pas le profit, mais la reproduction du groupe familial. Le groupe familial est très large, le plus souvent composé de plusieurs générations. Il doit non seulement répondre à ses besoins de subsistance par sa production, mais également assurer à ses membres, qui s'émancipent, la capacité de créer leur propre unité familiale de production et de consommation, les moyens en terre et en main-d'œuvre nécessaire » (Seck 2006 : 42).

Une étude récente sur les capacités des exploitations familiales à nourrir les populations du Sénégal, conclut que :

« Parmi les raisons de ce déphasage entre politiques et réalités, on ne met pas assez en évidence une insuffisante connaissance du fonctionnement réel des économies rurales. Elle tient au fait que les outils statistiques sont souvent inadaptés et ne permettent notamment pas d'appréhender suffisamment la part auto-consommée de la production des familles, l'importance des activités non-agricoles informelles, et les flux réels internes au monde rural. Mais surtout la réflexion est surdéterminée par les études par filière et une vision urbano-centrée de l'économie rurale, principalement considérée sous l'angle des rapports de la campagne avec les grands centres urbains, censés "tirer" le développement des campagnes » (FONGS 2010 : 53).

Cette critique de l'approche filière basée sur son focus sur le marché comme force motrice de tout développement agricole peut être justifiable, mais il y a un autre problème de logique intrinsèque avec l'application de l'approche chaîne de valeurs chez les exploitations familiales. Une des idées clés de cette approche est la durabilité des effets de l'intervention des acteurs externes qui doit rester limitée dans le temps. L'institut royal pour les tropiques au Pays-Bas (KIT) définit ainsi le succès de l'approche filière :

« Une intervention réussie dans une filière consiste en la promotion des modèles d'affaires durables. Ceci veut dire que les différents acteurs dans la filière doivent pouvoir générer un profit de niveau suffisant. Après une période initiale d'assistance, chacun des acteurs dans la chaîne doit être en mesure d'agir indépendamment, sans la continuation des subventions externes de longue durée ou d'autres formes d'appui. Un modèle d'affaires qui ne génère pas assez de profits sur une base durable pour chacun des acteurs, ou qui dépend des appuis externes, n'est pas viable à long terme » (KIT 2006 : 4).

Suivant la logique des modèles économiques d'un marché libéral, le profit que génère une unité de production ne sert pas seulement à améliorer le niveau de vie des propriétaires (et éventuellement des personnes y travaillant) par une consommation augmentée. Le principe de l'accumulation consiste à réinvestir une partie des profits dans l'unité de production pour le maintien (voire l'extension vers une échelle plus large) des facteurs de production, notamment le labeur, le capital, le sol, les équipements, etc. De ce fait, un des éléments indispensables pour une entreprise capitaliste qui veut être durable est une planification bien définie de ses revenus et de ses dépenses à long terme afin de satisfaire les besoins d'investissements et d'assurer un niveau de productivité suffisant pour la survie économique de l'unité.

Cette nécessité d'accumulation de capital (c'est-à-dire réinvestir une assez grande partie du profit) reste le plus souvent sous-entendue et inexprimée dans les politiques de développement, y compris l'approche filière, qui sont entièrement fondées sur une logique économique du marché.

Par contre, il semble que la logique économique chez les producteurs et productrices dans les exploitations familiales fonctionne selon d'autres principes de base. À la question de savoir s'il lui arrive de partager ses ressources, Babacar répond :

« Oui, nous partageons parce que c'est avec ça que nos ancêtres ont fondé ce village, et donc on a hérité cette façon de partager nos nourritures. C'est comme cela que fonctionne le village, ceux qui ont partagent avec ceux qui n'ont pas assez. Si une personne vient demander, même si on n'a pas assez, on est obligé de donner ».

En discutant de la nécessité de se procurer des outils agricoles, il confirme que même ses économies, le cas échéant, il va les partager :

« Oui, parce que le Coran dit que si vous aidez à vivre ou vous faites vivre quelqu'un, Dieu vous rembourse complètement. Quand j'ai des économies, et quelqu'un vient me dire qu'il n'a rien, je lui donne ce que j'ai et je me retourne vers Dieu. Je ne me souviens pas combien de gens sont déjà venus me demander, mais je donne parce que cela fait partie de notre culture de donner ... Nous sommes tous pareils, parce que c'est une personne seule qui a fondé ce village, donc tout le monde a le même comportement. Personne n'a jamais refusé de donner quand il en avait la possibilité ».

Fatou qui, à côté du fonio, s'occupe également du maraîchage, qui lui rapporte bien, reçoit également beaucoup de demandes d'assistance.

« Des gens viennent auprès de moi pour m'emprunter de l'argent. Ils ont une grande confiance en moi ... tout dépend de mes prévisions. Quand j'ai prévu quelque chose, par exemple une somme qui doit servir à payer ceci ou cela et il ne reste rien, celui qui vient je ne peux pas lui donner. Mais si une somme est disponible il n'y a aucun problème, je peux donner dans le cadre de la solidarité ».

Cependant, il existe d'autres motifs pour partager, explique Fatou qui a récemment été élue conseillère municipale :

« Oui, il y a beaucoup de gens qui sont contre moi dans le village ... Dans le village quand je travaille, il y a des gens qui disent « Haby Haby Haby » et je constate que parmi eux, il y a certains qui ne m'aiment pas. Quand je constate cela je prends quelque chose pour leur donner qui peut les rendre contents. Parce que s'ils ont gardé quelque chose contre moi, cela peut les amener à oublier ».

Abdoulaye, un agent de développement dans la zone, qui connaît Fatou depuis longtemps, explique davantage ce qu'elle veut dire :

« Elle dit qu'elle arrive à identifier tous ceux qui sont jaloux. Et sa stratégie pour se défendre contre ces jaloux est de partager ses revenus avec eux... Même s'il y a des gens avec des mauvaises intentions envers elle, elle a réussi à les

“abattre” parce qu’ils ne s’attendaient pas à son cadeau. C’est là qu’elle arrive vraiment à anéantir ces mauvaises intentions » ...

Il continue à mettre les actions de Fatou dans un contexte plus large pour une meilleure compréhension :

« Tu sais, c’est l’Afrique. Nous, tout ce que nous nous donnons, on considère cela comme un sacrifice, parce que l’Africain (*sic*) se dit qu’il doit toujours sacrifier ... tout ce que nous faisons, comme donner tout le temps, c’est sacrifier, c’est pour ta santé ou bien ton bonheur ou autre et ainsi de suite, mais tu dois toujours faire ces petits gestes. Donc c’est dans cette largeur là qu’elle fait cela pour au moins se protéger. Par exemple de son alimentation quotidienne, elle peut enlever de temps en temps un pot ou deux et donner cela à quelqu’un »...

Abdoulaye fait allusion au système de l’économie morale ¹ toujours très répandue dans le monde paysan. Il s’agit ici d’une économie traditionnelle centrée sur le droit à la subsistance et sur la norme de réciprocité. Sugimura, précise à ce sujet :

« ... les relations sociales sont des ressources productives plus appréciées que la terre et les machines ... La paysannerie africaine ... n’accumule pas de la richesse matérielle à des fins productives. La richesse est, plutôt, accumulée socialement en relations interpersonnelles à des fins reproductives, à travers des activités de consommation. Grâce au partage quotidien des repas et aux cérémonies festives, les mariages par exemple, la richesse économique (ou matérielle) est consommée afin de créer une forte solidarité sociale et une communauté harmonieuse qui sont la vraie richesse pour les paysans africains » (2007 : 3).

Les principes de base régissant la vie économique dans le monde rural sénégalais semblent donc être très éloignés de la logique devant garantir le succès de l’approche filière chez les exploitations familiales ². De ce fait, il reste fort douteux que même à long terme le défi sera relevé.

Conclusion

Après avoir dessiné le contexte de l’émergence de la Nouvelle économie institutionnelle ainsi que les éléments clés de cette approche en ce qui concerne le développement agricole en Afrique, notamment les organisations de producteurs et productrices et l’importance des exploitations familiales, cette contribution a présenté brièvement le Sénégal et l’état actuel de son secteur agricole y compris les grands programmes cadres de développement. La mise en œuvre de l’approche filière ou l’approche chaîne de valeurs pour

-
1. Le terme a été introduit par Thompson dans son article “The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century” (1971).
 2. Un deuxième facteur de résistance à l’accumulation bloquant l’adaptation facile de l’approche filière chez les exploitations familiales réside dans l’insistance de certains de ses avocats sur la spécialisation dans une seule filière, chose qui serait en étroite opposition à la stratégie de la pluriactivité pratiquée généralement par les exploitations familiales.

rapprocher les petits producteurs du marché a été documentée par des études de cas d'une ONG dans les filières sésame, fonio et banane. Des exemples ont été donnés sur des stratégies appliquées conjointement par l'ONG et ses partenaires – des organisations paysannes dans trois régions différentes à travers le territoire national – dans les maillons de la production, la transformation et la commercialisation. L'enthousiasme voire l'optimisme des producteurs et des productrices participant à ces programmes a été illustré par des extraits d'entretiens. Cependant, quand on analyse de près la logique de base derrière l'approche filière et qu'on la compare avec les réalités de la vie économique des exploitations familiales, on constate l'incompatibilité entre les deux. Si l'approche chaîne de valeurs est fondée sur le principe de l'accumulation de capital (et donc de profit) pour être durable, les producteurs considèrent de plus grande importance la reproductivité sociale de leur unité et non sa productivité économique. La durabilité de ce système (l'exploitation familiale) provient donc des investissements dans les relations sociales (et non dans les facteurs de production) à travers une réciprocité générale (contrairement à une réciprocité équilibrée) et un focus général sur les activités de consommation (plutôt que sur des actions liées à la production).

Des stratégies ou des programmes de développement, qu'ils soient appliqués par l'État ou par d'autres acteurs de développement, qui ne visent qu'une modernisation, avec un esprit capitaliste, des exploitations familiales, en ne faisant pas attention aux spécificités de leur fonctionnement et leur raison d'être, ne peuvent réussir. Les interventions doivent regarder au-delà de la production et inclure la complexe organisation des logiques productives et de consommation. Le problème n'est pas particulier au Sénégal. Il existe au niveau du continent entier la nécessité

« ... de construire une nouvelle approche de développement, dans laquelle des analyses économiques basées sur différentes "économies morales" coexisteraient ... une meilleure compréhension de l'économie morale africaine est nécessaire ... pour améliorer l'avenir des peuples africains » (Sugimura 2007 : 6)

... et relever le défi.

Bibliographie

- Agence de Presse sénégalaise (APS), 2011, *Fonio, mil et sorgho aident à prévenir le diabète (nutritionniste)*, APS, 20 juin, Internet : <http://www.aps.sn/spip.php/IMG/spip.php?article81514>.
- Antil Alain, 2010, *Les “émeutes de la faim” au Sénégal. Une puissance révélatrice d’une défaillance de gouvernance*, Paris, Ifri, 19 p.
- Ascosen, 2009, *Ascosen et Veco pour le consommer local*, Vidéo de Walf TV, 16 décembre, Internet : http://www.dailymotion.com/video/xbiw3x_ascosen-et-Veco-pour-le-consommer-l_news.
- Barham Jim, 2007, *Linking Farmers to Markets: Assessing Planned Change Initiatives to Improve the Marketing Performance of Smallholder Farmer Groups in Northern Tanzania*, PhD Dissertation University of Florida, Gainesville, Florida, 223 p.
- Direction de la Prévision et des Études économiques (DPEE), 2012a, *Évolution du PIB*, juillet 2012, Internet : <http://www.dpee.sn/-Evolution-du-PIB,119-.html?lang=fr>.
- , 2012b, *Balance des paiements*, juillet 2012, Internet: <http://www.dpee.sn/-Balance-des-paiements,87-.html?lang=fr>.
- Division de la consommation et de la sécurité des consommateurs (DCI), 2012, *Note d’information relative à l’autorisation de fabrication et de mise en vente (FRA)*, Internet : www.agroalimentaire.sn/.../autorisation_FRA.doc.
- Dorward A., Kydd J., Poulton C. (eds.) 1998, *Smallholder Cash Crop Production under Market Liberalisation: a New Institutional Economics Perspective*. Wallingford, CAB International, 280 p.
- Dramé Moussa, 2008a, « Sédhiou : valorisation de la filière fonio à Diendé. VECO Sénégal assure l’encadrement », *Sud Quotidien*, 2 mai, Internet : <http://www.sudonline.sn/spip.php?article10751>.
- , 2008b, « Les femmes de Diendé à l’école de la gestion administrative et financière », *Sud Quotidien*, 3 juin, Internet : <http://www.sudonline.sn/spip.php?article11479>.
- , 2008c, « L’expérience du fonio fait école à Diendé », *Sud Quotidien*, 11 novembre, Internet : <http://www.sudonline.sn/spip.php?article14973>.
- Faye Babou Birame, 2009, « Politique agricole du gouvernement de l’alternance : quand le pilotage à vue est érigé en règle », Dakar, Sénégal, *La Gazette*, 8 mai, Internet : <http://www.lagazette.sn/spip.php?article241>.
- Faye Jacques, 2008, *GOANA ou les mirages de l’abondance*, Dakar, Sénégal, IPAR, 8 p. Internet : http://www.ipar.sn/IMG/pdf/2008-IPAR-GOANA-ou-les-mirages-de-l_abondance-Jacques-Faye.pdf.
- Faye J., Dansokho M., Ba C.O., Dièye P.N., 2007, *Les implications structurelles de la libéralisation sur l’agriculture et le développement rural au Sénégal*, Dakar, Sénégal, IPAR/World Bank, 182 p.
- Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS), 2010, *Comment les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal ?*, Dakar, Sénégal, FONGS, 74 p.
- Fonds international de Développement agricole (FIDA), 2008, *Projet d’appui aux filières agricoles (PAFA). Document de conception de projet*, Dakar, Sénégal, FIDA, 76 p.
- Food and Agriculture Organisation (FAO), 2005, *L’approche filière: Analyse fonctionnelle et identification des flux*, Rome, Italie FAO, 23 p.
- IFAD & ROPPA, 2010, *Farmers Speak Out : The Vision and Recommendations of Africa’s Farmers’ Organizations for the Comprehensive Africa Agriculture Development Program*, Roma, Italy, IFAD, 48 p.

- Jade Sénégal, 2007, « Sésame : un programme lancé à Dioossong », *AGRI-INFO Mensuel d'informations agricoles et rurales*, 8, août-septembre : 2,
Internet : http://www.fidafrique.net/IMG/pdf/AGRI_INFOS_8.pdf.
- Janvry Alain de, Sadoulet Elisabeth, 2004, *Organisations paysannes et développement rural au Sénégal*, Dakar, Sénégal, World Bank, 94 p.
- KIT, Faïda Mali and IIRR, 2006, *Chain Empowerment: Supporting African Farmers to Develop Markets*. Amsterdam, Royal Tropical Institute; Arusha, Faïda Market Link; & Nairobi, International Institute of Rural Reconstruction, 212 p.
- Konaté Ousseynou, Niox Corine, 2008, « Les bio pesticides : protection de la banane écologique contre le criquet puant (Sénégal) », *Agridape*, 23 : 30-31.
- Makunike Chido, 2007, *Dynamic Organic Banana Cooperative in Senegal Blazes a Trail, African Agriculture*, 29, Internet : <http://www.africanagricultureblog.com/2007/01/dynamic-organic-banana-cooperative-in.html>.
- Matsumoto-Izadifar Yoshiko, 2008, *Sénégal : Pour une meilleure utilisation du potentiel agro-industriel*, OECD : Centre de développement, 35 p.
- Ndaw Amadou Maguette, 2008, « Dvd documentaire "Bey sa War" Le succès d'une organisation paysanne », *Le Soleil*, 13 juin 2008,
Internet : http://www.lesoleil.sn/article.php3?id_article=36904&var_recherche=Veco.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2010, *Senegal Country Profile: Human Development Indicators*.
Internet : <http://hdrstats.undp.org/en/countries/profiles/SEN.html>.
- Seck Ibrahima, 2006, *Croissance durable du secteur agricole à l'horizon 2015 – Quelle vision ?*, Dakar, Sénégal, République du Sénégal, 70 p.
- Seck Madieng, 2007, « Kaolack – Des paysans parlent aux paysans », *AGRI-INFO Mensuel d'informations agricoles et rurales*, 11 : 4-5,
Internet : http://www.fidafrique.net/IMG/pdf/AGRI_INFOS_11_PDF.pdf.
- Sène Ibrahima, 2006, *L'agriculture au Sénégal*, Fondation Gabriel Peri, Internet : <http://www.gabrielperi.fr>.
- Sénégal (République du), Ministère de l'Économie et des Finances, Direction de la Prévision et des Statistiques (DPS), 2004, *Rapport de synthèse de la deuxième enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM-II)*, 260 p.
- Sidibé Pape Demba, 2008a, « Qualité de la banane de la vallée de la Gambie : le produit en carton sur le marché », Dakar, Sénégal, *Le Soleil*, 6 janvier,
Internet http://www.lesoleil.sn/article.php3?id_article=32303.
- , 2008b, « Banane écologique à Tamba : Création d'une station de conditionnement et d'emballage », *Le Soleil*, 3 août,
Internet : http://www.lesoleil.sn/imprimer.php3?id_article=38419.
- Sugimura Kazuhiko, 2007, « Les paysans africains et l'économie morale » ("African Peasants and Moral Economy" – traduit par Robert Frouille), *PEKEA Newsletter* n° 9, janvier-mars, Rennes, France, PEKEA,
Internet : <http://www.pekea-fr.org/PubliSurNLetter/Sugimura-Fr-RF-NL9.pdf>.
- Thioubou Mame Woury, 2009, « Menu de crise - Innovation alimentaire des consommateurs : De la banane pour faire du riz », *Le Quotidien*, 17 décembre,
Internet, http://senemag.free.fr/spip.php?article682&debut_articles_mot=12.
- Thompson, E.P., 1971, "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century," *Past and Present*, 50, 1 : 76-136.
- UNICEF, 2012, *Information par pays Statistiques Éducation*,
Internet : http://www.unicef.org/french/infobycountry/senegal_statistics.html.

- Union Européenne (UE), 2006, *Sénégal : Étude préparatoire à la programmation 10^{ème} FED 2008-2013*, Dakar, Sénégal, Union européenne, 98 p.
- United Nations (UN), 2010, *The Millenium Development Goals Report 2010*, New York, 80 p.
- USAID, 2002, *Cutting Hunger in Africa Through Smallholder-Led Agricultural Growth: A Technical Paper in Support of USAID's Agriculture Initiative to Cut Hunger in Africa*, Washington, D.C., US Agency for International Development, 60 p.
- , 2008a, *Chaîne de valeurs sésame Sénégal. Analyse et cadre stratégique d'initiatives pour la croissance de la filière*, Dakar, USAID, janvier, 87 p., Internet : [http://www.value-chains.org/dyn/bds/docs/655/Sesame Senegal.pdf](http://www.value-chains.org/dyn/bds/docs/655/Sesame%20Senegal.pdf).
 - , 2008b, *Chaîne de valeurs fonio Sénégal. Analyse et cadre stratégique d'initiatives pour la croissance de la filière*, Dakar, USAID, septembre, 94 p., Internet : <http://www.ptfsenegal.org/3-documents/dev-rural/Fonio-VCA-Final.pdf>.
- Veco, 2006, *Étude sur la filière banane, Rapport Final*. Étude réalisée par Senagrosol Consult, mars, Dakar, Sénégal, 179 p.
Internet : http://www.bfpa.sn/IMG/pdf/Etude_sur_la_Filiere_Banane.pdf.
- , 2007a, *Rapport d'activité 2005-2006*, Dakar, Sénégal, VECO, 18 p.
 - , 2007b, *Étude de marché sur les produits du fonio, du sésame et de la banane locale (Région de Dakar) - Acceptabilité des produits transformés par les consommateurs (Pikine)*. Étude réalisée par le cabinet Baobab des Saveurs, mars, 164 p.
Internet : [http://Veco.vredeseilanden.org/files/docs/sacd/Studies/070627 %20rapport_etude_de_marche_filiere.pdf](http://Veco.vredeseilanden.org/files/docs/sacd/Studies/070627_%20rapport_etude_de_marche_filiere.pdf).
 - , 2008, *Filière de la banane au Sénégal, Analyse des moyens d'existence et analyse de la filière*, décembre, Dakar, Sénégal, 20 p.,
Internet : [http://Veco.vredeseilanden.org/files/docs/sacd/Studies/SLAetCA _Filiere_ banane_Senegal.pdf](http://Veco.vredeseilanden.org/files/docs/sacd/Studies/SLAetCA_Filiere_banane_Senegal.pdf).
 - , 2009a, *Pas plus de deux millimètres et cela change des vies humaines... ce que c'est ?* Interview avec Khady Sankaré, 30 mars, Sokone, Sénégal,
Internet : <http://Veco.vredeseilanden.org/fr/node/234>.
 - , 2009b, *L'approche filière 2007-2009: Un niveau de vie digne pour les petit(e)s producteurs-trices agricoles à travers un meilleur accès au marché*, Dakar, Sénégal, VECO, 10 p.
 - , 2009c, *Recettes à base de banane*, Dakar, Sénégal, VECO, 16 p.
- Vodouhe S.R., Zannou A., Achigan Dako, E., 2008, *Actes du premier atelier sur la diversité génétique du fonio (Digitaria exilis Stapf.) en Afrique de l'Ouest*, Conakry, Guinée, du 4 au 6 août 1998. Institut International des Ressources Phytogénétiques (IPGRI), Rome, Italie, 73 p.
Internet : www.biodiversityinternational.org/fileadmin/biodiversity/publications.
- Walfadjri, 2007, *VECO Sénégal et ses OP partenaires en conclave à Kaolack*, Internet : http://www.rewmi.com/Agriculture-durable-L-Ong-Veco-Senegal-et-ses-Op-partenaires-en-conclave-a-Kaolack_a6522.html.
- World Bank, 2002, *World Development Report 2002: Building Institutions for Markets*, London, Oxford University Press, 264 p.
- Xinhua, 2009, *Senegal's Wade Reaffirms Support for Chinese Investor*, People's Daily Online, 10 February,
Internet : <http://english.peopledaily.com.cn/90002/96397/96401/6589642.html>.